

Tripoli, Libye, 15 octobre (Infosplusgabon) - Les écoliers libyens ont retrouvé, ce dimanche, le chemin de leurs établissements scolaires au niveau des cycles de l'enseignement primaire et secondaire, annonçant le démarrage de la nouvelle année scolaire 2017-2018, mais en ordre dispersé, la reprise ayant été reportée dans certaines régions du pays en raison des mouvements sociaux des enseignants.

Le ministère de l'Education du gouvernement d'union nationale, reconnu par la Communauté internationale, a fixé le 15 octobre pour le démarrage des cours au niveau de l'enseignement primaire et secondaire, rappelle-t-on.

Le ministère a également annoncé l'arrivée des manuels scolaires dans les principaux entrepôts du Centre des programmes pédagogiques et la recherche en éducation qui a immédiatement distribué aux entrepôts secondaires dans les zones éducatives en Libye proportionnellement à la densité des élèves avant d'être directement distribués aux écoles.

A Benghazi et dans la région orientale du pays, sous administration du gouvernement intérimaire issu du Parement libyen, mais non reconnu par la Communauté internationale, le démarrage de l'année scolaire a été différée en raison de la grève des enseignants qui réclament des revalorisations salariales.

L'existence de deux gouvernements qui se disputent le pouvoir, a influé sur le secteur de l'enseignement dont les calendriers des examens ne sont plus unifiés, ce qui donne lieu à des dates différentes que l'on soit dans le secteur sous contrôle du gouvernement d'union nationale ou celui du gouvernement intérimaire.

En outre, l'insécurité qui règne dans le pays depuis la chute de l'ancien régime en 2011, a perturbé grandement le déroulement des cours dans les établissements scolaires libyens qui ont perdu leur quiétude et la sérénité du processus éducatif.

La relance du processus politique dans le pays avec le Plan d'action du représentant du secrétaire général de l'Onu et chef de la Mission d'appui des Nations unies en Libye (Unsmil), Ghassan Salamé, constitue un espoir de mettre fin à la double crise politique et sécuritaire du pays et unifier les institutions de l'Etat.

Le Plan d'action dont de la première phase se déroule actuellement en Tunisie avec les pourparlers inter-libyens pour la révision de l'Accord politique, comporte deux autres étapes portant sur l'organisation d'une Conférence inclusive, l'adoption d'une nouvelle Constitution et des élections générales, le tout dans un délai ne dépassant pas une année.

FIN/INFOSPLUSGABON/POL/GABON 2017

© Copyright Infosplusgabon